

STATUTS COORDONNES Résultants des modifications adoptées par
l'assemblée générale du 19/04/2019

Préambule : En date du 3/09/1965 a été créée entre

Peereboom, Thierry, président, avenue Boetendael, 89, à Bruxelles-18. Markadiou, Francis, secrétaire-trésorier, avenue Maréchal Joffre, 133, à Bruxelles-19. Talon, Jacques, administrateur, avenue Molière, 319, à Bruxelles-6. Tous étudiants de nationalité belge. l'association sans but lucratif « Cercle Polytechnique de l'Université Libre de Bruxelles, en abrégé : C.P. »

4741 1203

TITRE Ier. - *Dénomination, siège, objet*

Article 1er. Il est constitué sous la dénomination « Cercle Polytechnique de l'Université libre de Bruxelles », en abrégé : « C.P. » et ci-après dénommé « **Cercle** » ou « **l'association** », une association sans but lucratif, dont le siège est fixé au 50, avenue Franklin Roosevelt CP 165 1150 Bruxelles, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Toute modification du siège social doit être déposée au dossier tenu au Greffe du Tribunal de commerce et publiée sans délai aux annexes du Moniteur belge.

Art. 2. Les buts du Cercle sont, de manière énonciative : collaborer à l'enseignement de l'Ecole polytechnique de l'U.L.B. ; propager les principes du libre examen qui dirigent cet enseignement ; resserrer les liens d'amitié entre les étudiants ; entretenir des relations de toute espèce entre les étudiants de la faculté d'une part, le corps professoral, l'Ecole polytechnique de Bruxelles Alumni et les autres groupements d'étudiants, tant belges qu'étrangers, d'autre part.

Art. 3. Tous les moyens d'action pouvant servir ses buts sont accessibles au Cercle.

Art. 4. Le Cercle s'interdit formellement de participer à toute manifestation d'ordre politique si les sujets qu'elle aborde ne s'inscrivent pas dans la continuité des valeurs de Folklore étudiant de l'ULB et de la responsabilité de l'ingénieur dans la société. La participation à une manifestation d'ordre politique qui correspondrait aux critères énoncés ci-dessus est alors votée au 4/5ème des administrateurs présents, pour peu qu'ils représentent au moins 50% des administrateurs.

TITRE II. – *Des membres*

Art. 5. Le Cercle est constitué d'au moins 5 membres. Les membres se présentent en deux catégories : les membres effectifs et les membres adhérents.

Parmi les membres adhérents, on distingue les membres étudiants et les membres d'honneur.

Art. 5 bis

§ 1^{er} Peuvent être membres adhérents étudiants, tous les étudiants inscrits à l'Université libre de Bruxelles, et qui auront en plus signé la formule d'adhésion au principe du libre examen, sauf dérogation spéciale énoncée par le bureau (le bureau est une entité définie dans le Règlement d'ordre intérieur (ROI)). Ils et elles doivent, à cet effet, verser annuellement une cotisation dont le montant est fixé par le Conseil d'administration ; elle ne pourra dépasser 25 euros. Une adhésion est valable pour une année académique telle que définie dans le calendrier de l'Université Libre de Bruxelles.

§ 2 Sont membres adhérents d'honneur de droit, moyennant le paiement d'une cotisation annuelle fixée par le bureau, les anciens élèves de l'Ecole polytechnique de Bruxelles. La cotisation ne pourra dépasser 250 euros. Le bureau peut conférer le titre de membre d'honneur à titre exceptionnel.

Art. 5 ter Sont membres effectifs, les membres adhérents étudiants ou anciens étudiants de l'Ecole polytechnique de Bruxelles, sauf dérogation accordée par le bureau, qui en auront fait la demande écrite auprès du bureau du Conseil d'administration. Les admissions de nouveaux membres effectifs remplissant ces conditions sont décidées souverainement par le bureau du Conseil d'administration. Seuls les membres effectifs ont droit de vote durant les Assemblées générales et en ce qui concerne les élections directes. Dans le calcul des différents quorums, seul le nombre de membres effectifs est pris en considération. Le statut de membre adhérent est valable une année académique.

Art. 6. Les membres effectifs et adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission à l'association.

Tout membre qui attenterait gravement aux statuts ou dont l'attitude au-dedans ou au-dehors de l'université aurait été de nature à compromettre le prestige du Cercle, peut être exclu de l'association par l'Assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des membres effectifs présents ou représentés. Il en va de même pour un administrateur et la révocation de son statut.

En cas de nécessité, le Conseil d'administration peut, à la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées, décider de la suspension temporaire de la qualité de membre, et ce, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée générale qui statuera sur l'exclusion de ce membre.

Dans ce cas, l'ordre du jour devra mentionner ce point explicitement et le membre sera tenu d'être présent ou représenté. La décision prise sera alors portée à la connaissance de l'exclu par lettre recommandée, signée par tous les membres du bureau.

Art. 7. Le Conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les noms, prénoms et domiciles des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du Conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le Conseil a eue de la décision.

Art.8. Tous les membres, en passant par le Secrétaire général ou le Secrétaire Trésorier adjoint, peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration ou des personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association.

TITRE III. – *Du conseil d'administration*

Art. 9. Le Cercle est dirigé par un Conseil d'administration. Il se compose d'un Président, d'un Vice-Président interne, d'un Vice-Président externe, d'un Secrétaire général, d'un Trésorier, d'un Secrétaire Trésorier adjoint, et d'un nombre d'administrateurs fixé par le ROI. Les attributions et les responsabilités des administrateurs non prévues par la loi ou les statuts, font l'objet d'un règlement d'ordre intérieur.

Art. 10. Supprimé.

Art. 11. Supprimé.

Art. 12. Supprimé.

Art. 13. Les modalités d'élections sont fixées par un Règlement d'ordre intérieur.

Art. 13 bis. Le nouveau Conseil d'administration entre en fonction dès son élection.

Art. 14. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus : tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée générale par la loi ou par les statuts, est de sa compétence.

§ 1^{er} Le président du Cercle convoque les réunions, les préside, en a la responsabilité de police et en est le porte-parole de plein droit. Il en est également ainsi pour les Assemblées générales. A toute élection ou vote, il ou elle est de droit premier scrutateur.

§ 2 La gestion journalière du Cercle est assurée par les membres du bureau.

§ 3 En dehors de cela, le Conseil d'administration ne pourra prendre de décision que s'il compte 40% de ses administrateurs, dont le président ou un des vice-présidents, et le trésorier ou le secrétaire général.

Toutefois, si le quorum n'a pas été réuni à deux séances consécutives, les membres présents à la seconde, pourront statuer, quel que soit leur nombre.

Art. 15. Tout administrateur absent à trois séances sans motif ou manquant à ses fonctions, pourra être déchu de ses fonctions. Cette déchéance sera acquise par un vote à la majorité des deux tiers des autres membres du Conseil d'administration.

Art. 16. Les actes engageant le Cercle sont signés par un administrateur avec accord signé d'un membre du bureau. A l'exclusion des actes passés avec la Banque de la Poste, les banques et les administrations publiques, qui sont de la compétence exclusive des membres du bureau, l'administrateur chargé de mission ne pourra engager le Cercle qu'avec le Conseil d'administration.

Art. 17 : Supprimé

Art. 18 : Supprimé

Art. 19. En plus des responsabilités que lui confie le règlement d'ordre intérieur, le vice-président externe remplace le président en cas d'absence de celui-ci.

Art. 20. Supprimé

Art. 21. Les administrateurs ne peuvent en aucun cas, être tenus responsables d'actes répréhensibles posés par des membres isolés ou en groupe, vis-à-vis de tiers ou d'autres

membres.

TITRE IV. – Des Assemblées générales

Art. 22. L'Assemblée générale se compose de tous les membres effectifs de l'association, qui en ont fait la demande au minimum 24h avant le début de l'assemblée générale (début tel que mentionné sur la convocation), et dont la demande est recevable.

L'Assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence : 1. les modifications aux statuts sociaux 2. la nomination et la révocation des administrateurs 3. le cas échéant, la nomination des commissaires 4. l'approbation des comptes et budgets ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs et le cas échéant aux commissaires 5. la dissolution volontaire de l'association 6. les exclusions de membres 7. la nomination de deux vérificateurs aux comptes

Tous les membres effectifs ont droit de vote effectif dans l'Assemblée générale et les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres effectifs présents, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Une Assemblée générale, dite statutaire, doit être organisée une fois par an avant les vacances de printemps afin de permettre aux membres de discuter de tout changement de statuts ou du Règlement d'ordre intérieur.

Il y a une assemblée générale ordinaire une fois par an, durant une des trois semaines qui suivent les vacances de printemps. Son ordre du jour comportera : le rapport sur la situation morale et financière du Cercle ; l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, présentés par le trésorier ; la décharge de leur gestion, donnée aux administrateurs ; la présentation par le trésorier et l'approbation du budget pour le prochain exercice ; l'élection des vérificateurs aux comptes. La présentation des candidats au nouveau Conseil d'administration aura lieu à un moment dédié avant les élections.

Art. 22 bis. Les deux vérificateurs aux comptes, extérieurs au conseil d'administration, servent à vérifier l'étendue du travail du trésorier et à fournir un avis indépendant aux membres.

Art. 23. Chaque fois que le Conseil d'administration le juge utile, ou à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs, l'association peut être réunie en Assemblée générale

extraordinaire.

Art. 24. La convocation des Assemblées générales sera faite par courriel et/ou sur le site du cercle mentionnant l'ordre du jour, au moins huit jours à l'avance. Toute proposition signée d'une proportion de membres effectifs au moins égale au vingtième est portée à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Cette proposition devra être faite 9 jours à l'avance afin que le bureau puisse l'inscrire à l'ordre du jour.

Les votes se font au scrutin public, ou au scrutin secret si cinq membres effectifs en font la demande. Les membres peuvent être porteurs d'une procuration maximum, sauf si le Conseil d'administration en décide autrement, et ce pour une assemblée générale déterminée. Cette faculté devra alors être précisée sur les convocations. Cette faculté ne peut concerner qu'un nombre supplémentaire de procurations par membre

Art. 25. L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'Assemblée réunit les deux tiers des membres effectifs. Toute modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Toutefois, si la modification porte sur les buts en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée par les 4/5ème des membres effectifs présents à l'Assemblée. Si les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres effectifs présents. La seconde réunion ne pourra être tenue moins de quinze jours après la première, comme le stipule la loi.

Art. 26. L'Assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres effectifs sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. La seconde réunion ne pourra être tenue moins de quinze jours après la première. Toute décision ne sera adoptée que si elle est votée à la majorité des deux tiers des membres effectifs présents.

L'Assemblée générale qui prononce la dissolution nomme les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe l'attribution de l'actif de l'association qui sera obligatoirement consacré à un ou plusieurs des objets rentrant dans le programme de l'association.

Art. 27. Toute modification aux statuts est déposée au greffe sans délai et doit être publiée par extraits, dans le mois de sa date, aux annexes au Moniteur. Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'administrateurs et le cas échéant des commissaires.

Les décisions de l'Assemblée générale sont consignées dans un registre qui est conservé

au siège de l'association où tout membre ou tout tiers intéressé peut en prendre connaissance mais sans déplacement du registre.

TITRE VI. – *Divers*

Art. 28. Si après les élections suivant les vacances de printemps, le nouveau Conseil d'administration n'est pas complet et si le problème concerne un membre du bureau, un deuxième tour de scrutin sera organisé dans la semaine suivant le premier tour et avant les cooptations afin d'attribuer les postes restant vacants. On respectera dans ce cas le même mode que pour les élections générales. Si par contre il s'agit d'un administrateur extérieur au bureau, le vote de ce poste sera effectué lors des cooptations. Si après les premières cooptations, le nouveau Conseil d'administration n'est pas complet, de nouvelles cooptations seront re-organisées tant qu'il reste des postes d'administrateurs à pourvoir.

Art. 29. Le C.P. édite un magazine d'information : L'Engrenage dont il est l'éditeur responsable et dont le bureau de dépôt est Bruxelles X. Il est dirigé par un éditeur responsable et un rédacteur en chef, tous deux administrateurs dans le cadre des présents statuts et du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. L'exercice social commence en date de la première réunion de Conseil d'administration suivant les élections directes et se termine en date de l'Assemblée générale ordinaire de par la décharge des administrateurs.

Les comptes sont arrêtés chaque année deux semaines avant l'Assemblée générale ordinaire de par l'acceptation du bilan financier. Ils sont tenus au siège social à la disposition des membres pendant au moins les quinze jours qui précéderont l'Assemblée générale ordinaire. Le compte de l'exercice et le budget seront annuellement soumis par le Conseil d'administration à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire. Les comptes sont déposés au dossier tenu au greffe dans les 30 jours de leur approbation par l'assemblée générale.

Art. 31. Les résolutions de l'Assemblée générale et les décisions de justice relatives à la dissolution de l'association, aux conditions de liquidation et à la désignation des liquidateurs sont déposées au greffe et publiées, par extraits, aux annexes du Moniteur belge ainsi que les noms, professions et adresses des liquidateurs.

L'Assemblée générale indique l'affectation de l'actif net de l'avoir social, lequel doit être affecté à une fin désintéressée.

La destination de l'actif net sera publiée aux annexes du Moniteur.

Art. 32. Pour tout ce qui n'est pas spécifié aux présents statuts, le C.P. s'en remet aux dispositions de la loi du 27 juin 1921, régissant les associations sans but lucratif.

Etabli à Bruxelles, le 19/04/2019.